

CAI
Z4
-A61

Government
Publications


3 1761 12064590 8

The Conference of Atlantic
Premiers
Press Communique

CA1
Z4
-A61
A021

CAP

THE CONFERENCE OF
ATLANTIC PREMIERS

CPMA

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS
MINISTRES DE L'ATLANTIQUE

PRESS COMMUNIQUÉ

1st SESSION

GLYNMILL INN

CORNER BROOK, NEWFOUNDLAND

March 26, 1990

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

PREMIÈRE SÉANCE

AUBERGE GLYNMILL

CORNER BROOK, TERRE-NEUVE

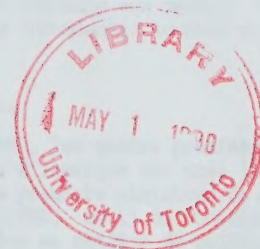
Le 26 Mars 1990

HIGHLIGHTS OF 1st SESSION

- First official session of the Conference
- Meech Lake Accord and related matters discussed at length
- Federal-Provincial cooperation called for to revitalize Atlantic fishery and help workers and communities affected by the crisis
- Premiers support reinstatement of federal funding for women's centres

POINTS SAILLANTS DE LA PREMIÈRE SÉANCE

- Première réunion officielle de la Conférence
- On a discuté à fond de l'Accord du lac Meech et de questions pertinentes
- La collaboration fédérale-provinciale est nécessaire pour relancer l'industrie des pêches de l'Atlantique et aider les travailleurs et les communautés touchés par la crise
- Les premiers ministres appuient le rétablissement de l'aide financière du fédéral aux centres pour femmes



AYP-3142

3081911

The 1st session of the Conference of Atlantic Premiers' was held at the Strawberry Hill lodge and the Glynmill Inn, Corner Brook, Newfoundland on March 25-26, 1990. Premier Clyde Wells of Newfoundland chaired the historic meeting with his Maritime colleagues, Premier Frank McKenna of New Brunswick, Premier John Buchanan of Nova Scotia and Premier Joe Ghiz of Prince Edward Island.

This first session of the Conference was not the first cooperative effort among the four provinces. Relatively intense and strategic cooperation started in the early 1950's. The first of what became annual conferences of the Atlantic Premiers was in 1956, three years before the start of the annual Canadian Premiers' Conference. The Premier of Newfoundland and Labrador was fully involved in the Atlantic Premiers' Conference until discussions of Maritime Union commenced in 1965.

Premier Wells attended the regular meetings of the Council of Maritime Premiers in September and December 1989 as a guest. It was at that time the four Premiers decided to create the Conference of Atlantic Premiers.

Following the Corner Brook session, a communiqué was issued on the crisis in the Atlantic fishery, and is repeated below. A letter was sent to Hon. Gerry Weiner, the Secretary of State, on the subject of federal funding of women's centres. The text of the letter is also below. The press conference, like the working session itself, was dominated by discussion of the Meech Lake Accord. Extracts from the press conference follow the communiqué and letter.

The Crisis in the Atlantic Fishery

The four Atlantic Premiers reviewed the crisis in the Atlantic fishery and its impact on the Atlantic provinces, particularly Newfoundland and Nova Scotia. The Premiers urged the federal government to work with the provinces concerned to put in place a program responding to immediate needs of the workers and communities affected.

¹ In December 1989 the four Atlantic Premiers created the Conference of Atlantic Premiers (CAP), a new instrument of public policy cooperation and coordination. The Conference meets at least twice per year, concurrently with regular sessions of the Council of Maritime Premiers.

La première réunion de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique a eu lieu les 25 et 26 mars 1990 à l'hôtel Strawberry Hill et à l'auberge Glynmill, à Corner Brook (Terre-Neuve). Le premier ministre de cette province, Clyde Wells, a présidé la réunion historique à laquelle assistaient ses homologues des Maritimes, Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick; John Buchanan, de la Nouvelle-Écosse, et Joe Ghiz, de l'Île-du-Prince-Édouard.

Cette réunion ne représentait pas le premier effort de concertation entre les quatre provinces. En effet, la naissance d'une collaboration relativement intense et stratégique a marqué le début des années 1950. En 1956, trois ans avant le début de la Conférence annuelle des premiers ministres du Canada, on a jeté les bases de ce qui allait devenir les conférences annuelles des premiers ministres de l'Atlantique. Le premier ministre de Terre-Neuve a participé activement à la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique jusqu'à ce que les discussions sur le regroupement des provinces Maritimes débutent en 1965.

En septembre et décembre 1989, le premier ministre Wells a assisté aux réunions ordinaires du Conseil des premiers ministres des Maritimes à titre d'invité. Les quatre premiers ministres ont décidé au cours de ces réunions de créer la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique.

À la suite de la réunion de Corner Brook, un communiqué portant sur la crise dans l'industrie des pêches de l'Atlantique, dont vous trouverez ci-joint un exemplaire, a été émis. Une lettre au sujet du financement des centres pour femmes par le fédéral a été envoyée à Gerry Weiner, secrétaire d'État du Canada. Vous trouverez également ci-joint le texte de la lettre. L'Accord du lac Meech a été le principal sujet de discussion de la séance de travail et de la conférence de presse. Des extraits de la conférence de presse suivent le communiqué et la lettre.

La Crise dans l'industrie des pêches de l'Atlantique

Les quatre Premiers ministres de l'Atlantique ont examiné la crise dans l'industrie des pêches et ses incidences sur les quatre provinces de l'Atlantique, plus particulièrement Terre-Neuve et la Nouvelle-Écosse. Les Premiers ministres ont exhorté le gouvernement fédéral à travailler avec les provinces concernées à l'établissement d'un programme en vue de répondre aux besoins des travailleurs et des communautés touchés par la crise.

¹ En décembre 1989, les quatre premiers ministres de l'Atlantique ont créé la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique (CPMA), outil de coordination et de collaboration en matière de politique et de programmes d'intérêt public. La Conférence se réunit au moins deux fois par année, en même temps que les réunions ordinaires du Conseil des premiers ministres des Maritimes.

The Premiers stressed that the provinces and federal government must work jointly and cooperatively towards the long term revitalization of the Atlantic fishery. Premiers Wells and Buchanan agreed "This should include economic diversification in areas where lack of alternative employment opportunities places undue pressures on the fishery as the only provider of employment; the undertaking of broad program and policy initiatives to build a stronger and more viable fishery".

Letter to Hon. Gerry Weiner

March 28, 1990

Dear Mr. Weiner,

The Conference of Atlantic Premiers, at their inaugural meeting on March 26th in Corner Brook, received representations from women's groups concerning your government's decision to withdraw sustaining funding of women's centres across the country. This funding is important to the operation of these centres, and the many services they provide to women.

The Atlantic Premiers strongly support the representations of the women's groups to your government. We hereby request that your government reinstate funds at the earliest possible time.

On behalf of Atlantic Premiers, I look forward to a positive response in the very near future. I am sending a copy of this letter to my counterparts in the Atlantic provinces given their mutual interest in the matter.

Les Premiers ministres ont insisté sur la nécessité qu'il y ait collaboration entre les provinces et le gouvernement fédéral en vue de la revitalisation à long terme de l'industrie des pêches de l'Atlantique. Les Premiers ministres Wells et Buchanan se sont entendus pour dire : "Cela devrait comprendre des mesures de diversification économique dans les régions où l'absence d'autres possibilités d'emploi exerce des pressions indues sur les pêches, qui sont considérées la seule source d'emploi; la mise en oeuvre d'un programme général et de mesures en vue de rendre l'industrie des pêches plus forte et plus viable."

Lettre à l'hon. Gerry Weiner

le 28 mars 1990

Monsieur,

Des groupes de femmes ont exprimé leur mécontentement lors de la séance d'ouverture de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique, le 26 mars dernier, à Corner Brook, à la suite de la décision de votre gouvernement de réduire considérablement l'aide financière aux centres pour femmes dans tout le pays. Cette aide est indispensable au fonctionnement de ces centres et à la prestation de nombreux services aux femmes.

Les premiers ministres de l'Atlantique appuient fortement les revendications présentées à votre gouvernement par les groupes de femmes. Par la présente, nous vous demandons de rétablir le financement de ces centres le plus tôt possible.

Au nom des premiers ministres de l'Atlantique, j'espère qu'il sera possible de trouver une solution satisfaisante à ce problème dans un proche avenir. Étant donné l'intérêt que mes homologues des provinces Maritimes portent à cette question, je leur fais parvenir copie de cette lettre. Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Press Conference Discussion of the Meech Lake Accord

The four Premiers spent about ten hours in private. The Meech Lake Accord and related matters dominated their discussions. Three events the week before formed the backdrop to the meeting: the introduction of the New Brunswick Companion Resolution in the New Brunswick Legislature; the federal decision to refer it to the House of Commons; and the introduction of a motion by the Government of Newfoundland and Labrador for a resolution to revoke the approval of the Meech Lake Accord given by that legislature in 1988. Extracts from the press conference, under four themes, follow.

A. Progress at the March 25-26 discussions

One set of questions was about what progress had been achieved during the private discussions of the four Premiers. Premier McKenna stated, "I'm going to reiterate what I said before, that last week things were more negative than they are now. There has been forward momentum. This is a very difficult, complex issue. It's emotional. We feel a lot of passion about it. I'm not going to go into specifics of our conversation, but suffice to say we had a full, free, open and very candid discussion. And I thought it was excellent. I personally felt today that just having the long opportunity to talk and share ideas and share views and share our options was very healthy."

Premier Wells responded to a question as to whether he had changed his mind in any way. "...We had an excellent discussion of it (the whole subject), but my view is not any different now or is not significantly different. We had a fairly extensive discussion as to a variety of alternatives and possibilities. Anything we can do to find a compromise that would work, we would be happy to do so. But there is no immediate compromise available."

Premier Buchanan added, "I was here not to arm-twist or not to try to persuade him (Premier Wells) in any way that wasn't right, but to put the options before him; the reasons that, as an Atlantic Premier, I have and have had for ratifying the Meech Lake Accord. And also for supporting the New Brunswick Companion Resolution."

Discussion de l'Accord du lac Meech à la conférence de presse

Les quatre premiers ministres ont passé dix heures à discuter à huis clos. L'Accord du lac Meech et des questions connexes ont dominé les discussions. Trois événements survenus la semaine précédente ont constitué la toile de fond de la réunion: la présentation à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick de la résolution d'accompagnement mise de l'avant par cette province; la décision du fédéral de renvoyer cette résolution à la Chambre des communes, et la motion de la province de Terre-Neuve visant à révoquer la décision de sa législature d'approuver l'Accord du lac Meech en 1988. Vous trouverez plus loin dans le texte des extraits de la conférence de presse divisée en quatre thèmes.

A. Progrès des discussions des 25 et 26 mars

Une série de questions portait sur le résultat des discussions privées entre les quatre premiers ministres. Le premier ministre McKenna a déclaré: "Je réitère ce que j'ai déjà dit, que la situation était pire la semaine dernière qu'elle ne l'est actuellement. Il y a eu des progrès. C'est une question très difficile et complexe, qui suscite beaucoup d'émotions. Je n'entrerai pas dans les détails de notre entretien, mais je me contenterai de dire que nous avons eu une discussion ouverte, franche et honnête. Et j'ai trouvé ça excellent. Personnellement, je pense que le seul fait d'avoir eu l'occasion aujourd'hui de discuter, d'exprimer des idées, des points de vue et d'étudier nos options est très sain."

Le premier ministre Wells a répondu comme suit à la question de savoir s'il avait changé sa position de quelque façon que ce soit: "...Nous avons eu une excellente discussion sur la question (le sujet entier), mais ma position n'a en rien changé du moins pas de façon significative. Nous avons discuté de façon assez approfondie d'un éventail de solutions et de possibilités. S'il était possible d'en arriver à un compromis satisfaisant, nous serions heureux de le faire. Mais, pour l'instant, il n'y a pas de tel compromis."

Le premier ministre Buchanan a ajouté: "Je ne suis pas venu ici pour forcer la main au premier ministre Wells ou essayer de le persuader d'une manière incorrecte, mais pour lui exposer les options qui s'offrent à lui, les raisons qui me poussent, en tant que premier ministre d'une province de l'Atlantique, à ratifier l'Accord du lac Meech, de même que les raisons pour lesquelles j'appuie la résolution d'accompagnement du Nouveau-Brunswick."

B. The Newfoundland motion to revoke support for the Accord

Another set of questions related to the introduction of a motion by the Government of Newfoundland to revoke the legislative support in that province for the Accord. Premier Wells was asked if he would withhold a vote on the motion now before the Newfoundland Legislature until after the public hearings of the House of Commons committee. He replied, "No, we're going to move now...We're putting ourselves in essentially the same position as New Brunswick and Manitoba are in. We will not have approved the Accord. We will have indicated the basis on which we would approve it."

Premier McKenna was asked about the Newfoundland action. He said, "It's not a surprise to any of us...It does not make it impossible or even more difficult for Newfoundland to find accommodation on the Meech Lake Accord question. . .It is symbolic. What I'm trying to do is convince those people who view it symbolically that they should not take it personally. That it's a logical extension of the approach that Newfoundland has taken and I would hope that people who may feel offended in a very emotional way by this will understand that it's not intended that way by the Premier. "

Premier Wells agreed. "Premier McKenna is quite correct. All it is doing is placing Newfoundland in precisely the same position as Manitoba and New Brunswick. And there is no symbolism intended in it; no affront intended in it. We just want to make sure that we are in that position."

C. The status of the Meech Lake Accord generally

Premier McKenna stated several times and in several ways his belief that there is momentum on the Accord: that people were coming onside to support the approach of the companion resolution; that people are talking and will continue to do so; and that the Canadian tradition of overcoming obstacles to country-making would prevail.

He was asked if he still felt the obstacles to completing the Meech Lake Accord were enormous. He replied, "They are, the obstacles...certainly it's difficult, but you know it's like eating an elephant. You can't eat it all in one bite. You have to eat one bite at a time. This past week, we've taken some good bites out of the elephant. We've got some good mouthfuls left. But at least we're reducing the size of the elephant." He continued the analogy later in response to a question about the opposing views of some Premiers. "We're getting into the tougher part of the elephant. There's no doubt about that."

B. Motion de Terre-Neuve visant le retrait de son appui à l'Accord

Une autre série de questions a porté sur le dépôt par le gouvernement de Terre-Neuve d'une motion visant à retirer l'appui de son Assemblée législative à l'Accord. On a demandé au premier ministre Wells s'il reporterait le vote de l'Assemblée législative sur la motion jusqu'à ce que les audiences publiques devant le Comité de la Chambre des communes aient eu lieu. Il a déclaré: "Non, nous allons passer au vote maintenant... Ainsi, nous nous trouverons essentiellement dans la même position que le Nouveau-Brunswick et le Manitoba. Nous n'aurons pas approuvé l'Accord. Nous aurons simplement indiqué les conditions auxquelles nous approuverions l'Accord."

On a demandé au premier ministre McKenna ce qu'il pensait du geste de Terre-Neuve. Il a dit: "Nous n'avons pas été surpris...Cela n'empêche pas Terre-Neuve de pouvoir en arriver à un compromis sur la question de l'Accord du lac Meech...C'est un geste symbolique. Mon but est de convaincre les personnes qui perçoivent ce geste comme un symbole qu'elles ne devraient pas se sentir visées personnellement. Il s'agit de la suite logique de l'approche prise par Terre-Neuve et j'espère que les personnes pouvant se sentir offensées par ce geste comprendront que ce n'est pas là l'intention du premier ministre."

Le premier ministre Wells en convient: "Le premier ministre McKenna a raison. En agissant ainsi, Terre-Neuve se place dans la même position que le Manitoba et le Nouveau-Brunswick. Et il n'y a pas de symbolisme ou d'affront derrière tout ça. Nous voulons tout simplement nous assurer d'être bel et bien dans cette position."

C. La situation générale de l'Accord du lac Meech

Le premier ministre McKenna a déclaré à diverses reprises son optimisme face à la situation actuelle des débats entourant l'Accord: que de plus en plus de personnes appuient la résolution d'accompagnement; que les pourparlers ont repris et se poursuivent, et que la tradition canadienne voulant qu'on réussisse à surmonter les obstacles au bien-être du pays l'emporterait.

On lui a demandé s'il était toujours d'avis que les obstacles empêchant la ratification de l'Accord du lac Meech étaient importants. Il a répondu: "Ils le sont, les obstacles...bien-sûr c'est difficile, mais vous savez c'est comme un éléphant. On ne peut l'avaler d'un seul coup. Il faut prendre une bouchée à la fois. La semaine dernière, nous avons pris de bonnes bouchées de l'éléphant. Il reste encore de grosses bouchées à prendre, mais au moins la taille de l'éléphant diminue." M. McKenna a poursuivi l'analogie plus tard en répondant à une question sur les divergences d'opinion de certains premiers ministres. "Nous arrivons à la partie plus coriace de l'éléphant. Cela ne fait aucun doute."

D. Future process

There were questions about how the impasse might be resolved. Regarding the idea of a First Ministers' Conference now, Premier Ghiz said, "At the moment, I don't see what useful purpose will be served. We should wait and see how the dust is settling to see whether or not that, at some future point between now and June 23, we can find a way out of the constitutional impasse. At the moment, I can't see it resolving anything. But down the road there may be a need for such a conference."

Premier Buchanan said, "It's important that the House of Commons committee hold its public meetings...after that process, and after we all have a better understanding of whether more progress can be made...that would be the time to have a First Ministers' meeting."

Premier Wells was asked if he would sell his proposal to the rest of Canada. He responded, "I may well do it. If that would do any good, I'd certainly be prepared to do it. You may recall that over the last few months I've spoken...in major western cities. I've spoken on one or two occasions in Toronto and Montreal so maybe it's necessary to do some more...I'm quite happy to go to Québec and explain Newfoundland's position."

In response to a question about his role, Premier McKenna said, "I'm not an intermediary. I'm only a Canadian who is willing to do all he can to try and solve the impasse. But I'm willing to do everything I can. Mr. Mulroney has shown some leadership and I hope he will show some more. And it's still a federal responsibility."

D. L'avenir

On a demandé aux premiers ministres comment on pourrait sortir de l'impasse. En ce qui a trait à l'idée de tenir une conférence des premiers ministres actuellement, le premier ministre Ghiz a déclaré: "Je n'en vois pas l'utilité en ce moment...Nous devrions attendre que la poussière soit retombée pour voir si nous pouvons, d'ici le 23 juin 1990, trouver une façon de résoudre l'impasse constitutionnelle. Pour l'instant, je ne vois pas en quoi une telle conférence pourrait aider. Mais, en fin de compte, la tenue d'une conférence s'avérera peut-être nécessaire."

Le Premier ministre Buchanan a déclaré: "Il importe que le Comité de la Chambre des communes tienne ses audiences publiques...Quand elles seront terminées, et quand nous saurons si des progrès sont encore possibles, alors nous pourrions tenir une réunion des premiers ministres."

On a demandé au premier ministre Wells s'il ferait valoir sa proposition au reste du Canada. Il a répondu: "Je pourrais bien le faire. Si ça peut aider, je suis prêt à le faire. Vous vous souviendrez sans doute qu'au cours des derniers mois, j'ai pris la parole dans les principales villes de l'Ouest. J'ai parlé à une ou deux occasions à Toronto et à Montréal, mais peut-être devrais-je le faire encore. Je suis très heureux d'aller au Québec pour expliquer la position de Terre-Neuve."

En réponse à une question à propos de son rôle, le premier ministre McKenna a dit: "Je ne suis pas un intermédiaire. Je suis seulement un Canadien prêt à tout faire pour résoudre cette impasse. Mais je suis prêt à faire tout ce qui est en mon pouvoir. M. Mulroney a fait preuve de responsabilité et j'espère qu'il continuera à le faire. Cette question demeure toujours du ressort du fédéral."



Digitized by the Internet Archive
in 2025 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761120645908>

CA,
E4
-A61

CAP
THE CONFERENCE OF
ATLANTIC PREMIERS

CPMA
LA CONFÉRENCE DES PREMIERS
MINISTRES DE L'ATLANTIQUE

PRESS COMMUNIQUÉ

2nd SESSION

SHERATON MARINER HOTEL

SYDNEY, NOVA SCOTIA

May 31, 1991

HIGHLIGHTS OF 2nd SESSION

- Newfoundland invited to send
observers to all committees of the
Maritime economic initiative

- Newfoundland cabinet minister to
attend Maritime Forum of Cabinets
June 17-18

- Maritime Procurement Agreement to be
considered by Newfoundland Cabinet

- Meeting with Rt. Hon. Joe Clark

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

2^e SÉANCE

HÔTEL SHERATON MARINER

SYDNEY (NOUVELLE-ÉCOSSE)

Le 31 mai 1991

FAITS SAILLANTS DE LA 2^e SÉANCE

- Terre-Neuve est invité à envoyer des
observateurs à tous les comités sur
l'initiative économique des
Maritimes

- Un ministre du Cabinet de Terre-
Neuve assistera au Forum des
cabinets des Maritimes les 17 et 18
juin

- Le protocole d'entente visant les
marchés publics sera pris en
considération par le Cabinet de
Terre-Neuve

- Rencontre avec le ministre Joe Clark

The 2nd session of the Conference of Atlantic Premiers was held at the Sheraton Mariner Hotel in Sydney, N.S. on May 31, 1991. Premier Don Cameron chaired the session, attended by Premiers Frank McKenna of New Brunswick, Clyde Wells of Newfoundland and Labrador and Joe Ghiz of Prince Edward Island.

There were four elements to the program:

1. The Conference session itself;
2. A private meeting of the premiers with Rt. Hon. Joe Clark, federal Minister responsible for Constitutional Affairs;
3. A panel discussion among the four premiers on Atlantic economic cooperation at the annual conference and meeting of the Atlantic Provinces Chamber of Commerce; and
4. A private meeting with representatives of the Atlantic Provinces Economic Council.

The session was held the week after the Council of Maritime Premiers had issued Challenge and Opportunity, a discussion paper on Maritime economic integration, and two weeks before the Maritime cabinets were to convene in Moncton for a two-day discussion of the subject.

One communiqué was issued which is repeated below. At the press conference, the premiers were asked about their meeting with Rt. Hon. Joe Clark. Comments by the premiers follow the communiqué.

Atlantic Economic Cooperation

The four Atlantic premiers have agreed that regional economic cooperation is a priority. They have agreed to participate in further consideration of cooperative arrangements.

At a meeting of the Conference of Atlantic Premiers today in Sydney, Newfoundland Premier Clyde Wells agreed to bring the Maritime procurement agreement to his cabinet for its consideration. The Maritime procurement agreement for government purchases of goods, services and construction contracts has been in place since April 1990.

La 2^e séance de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique a été tenue le 31 mai 1991 à l'hôtel Sheraton Mariner, à Sydney (N.-É.). Le premier ministre Don Cameron présidait la séance à laquelle assistaient les premiers ministres Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick, Clyde Wells, de Terre-Neuve et du Labrador, et Joe Ghiz, de l'Île-du-Prince-Édouard.

Le programme était composé de quatre éléments :

1. La séance de la Conférence;
2. Une réunion privée des premiers ministres avec M. Joe Clark, ministre fédéral chargé des Affaires constitutionnelles;
3. Une discussion en panel des quatre premiers ministres sur la coopération économique à la réunion annuelle de la Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique;
4. Une réunion privée avec des représentants du Conseil économique des provinces de l'Atlantique.

La séance a été tenue la semaine suivant la publication, par le Conseil des Premiers ministres des Maritimes, de Défi et perspectives, le livre blanc sur l'intégration économique des Maritimes, et deux semaines avant que les cabinets des Maritimes se réunissent pendant deux jours à Moncton pour discuter du sujet.

Le communiqué ci-dessous a d'ailleurs été publié. Au cours de la conférence de presse, les premiers ministres ont répondu à des questions concernant leur réunion avec le ministre Joe Clark. Les commentaires des premiers ministres suivent le communiqué.

Coopération économique entre les provinces de l'Atlantique

Les quatre provinces de l'Atlantique ont convenu de faire de la coopération économique une de leurs priorités. Ils ont décidé d'étudier d'autres arrangements en matière de coopération.

Lors d'une réunion de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique, tenue aujourd'hui à Sydney (Nouvelle-Écosse), le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, a indiqué qu'il soumettrait à son cabinet le protocole d'entente des Maritimes sur les marchés publics. Ce protocole d'entente, adopté en avril 1990, porte sur les achats publics de biens et de services ainsi que sur les immobilisations.

Premiers Cameron, McKenna and Ghiz also invited Premier Wells to have Newfoundland cabinet representation observe next month's Maritime Forum of Cabinets in Moncton. Premier Wells accepted this invitation. In addition, the Government of Newfoundland and Labrador has been invited to have observer status on central and line committees of the Maritime premiers currently working on the regional economic initiative.

The Constitution

The premiers responded to a few questions on their meeting with Hon. Mr. Clark and on the constitution.

The premiers were pleased that Mr. Clark had come to Sydney to brief them on his general thinking and exchange views on the subject. They were satisfied with the discussion.

The media asked whether the Atlantic premiers were seeking a common position for constitutional negotiations. In response, Premier Cameron said, "...we would try as one province, Nova Scotia, to try to develop some kind of consensus within the province and then, as the next step, to see if we can develop some agreement within the region...". He added, "But that doesn't mean that we have to agree on each and every thing."

Premier McKenna said, "...all of us would probably have some aspects of our culture, of our region, of our territoriality or of special interests that would be more important to us than anybody else...". He mentioned the New Brunswick desire to entrench linguistic protection as an example of something he wouldn't expect to share with other governments. He added, "I think it's possible to achieve agreement on common elements of a constitutional position but I can't speculate as to whether we could end up agreeing on all the elements of a constitutional position."

Par ailleurs, les premiers ministres Cameron, McKenna et Ghiz ont invité M. Wells à déléguer un membre de son cabinet au Forum des cabinets des Maritimes, qui se tiendra à Moncton en juin. Le premier ministre Wells a accepté l'invitation. De plus, des représentants du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador pourront assister, à titre d'observateurs, aux réunions des comités central et sectoriels qui examinent actuellement le projet d'intégration économique des Maritimes.

La Constitution

Les premiers ministres ont répondu à quelques questions sur leur réunion avec M. Clark et sur la Constitution.

Les premiers ministres se sont dit heureux de la présence de M. Clark, venu à Sydney pour leur exposer ses vues générales et pour échanger avec eux sur le sujet. Ils s'estiment satisfaits de la discussion.

Les médias ont demandé aux premiers ministres de l'Atlantique s'ils chercheraient à faire front commun au moment des négociations constitutionnelles. Le premier ministre Don Cameron a répondu : «...nous tenterons d'abord d'arriver à un consensus à l'intérieur de notre province, la Nouvelle-Écosse. Ensuite, la prochaine étape serait de voir si nous pouvons nous entendre à l'intérieur de la région...». Et il a ajouté : «Mais cela ne veut pas dire que nous devons toujours être d'accord sur tout.»

Pour sa part, le premier ministre Frank McKenna a déclaré : «...pour chacun d'entre nous, il y aurait probablement quelques aspects de notre culture, de notre région, de notre territorialité ou de nos intérêts particuliers qui seraient plus importants à nos yeux qu'à ceux de quiconque...». Il a cité le désir du Nouveau-Brunswick d'enchâsser la protection de la langue comme un exemple de quelque chose qui, selon lui, n'aurait pas la même importance pour les autres gouvernements. «Je crois qu'il est possible de s'entendre sur des éléments communs d'une position constitutionnelle, mais je ne peux spéculer sur la possibilité d'une entente concernant tous les éléments d'une position constitutionnelle.»

Premier Wells said, "I'm not sure that...achieving a common constitutional position for the four Atlantic provinces is in itself necessarily a desirable end." "We ought to be focussing on a national consensus in a national forum - always thinking in a national context rather than a provincial or even a regional context like the Atlantic provinces." He added, "I don't necessarily agree that there is a purpose for a specific Atlantic common front."

Le premier ministre Clyde Wells a déclaré : «Je ne suis pas certain que ...une position constitutionnelle commune pour les quatre provinces de l'Atlantique soit nécessairement un objectif souhaitable. Nous devrions concentrer nos efforts sur un consensus national à l'intérieur d'un forum national - toujours penser en fonction du contexte national plutôt que du contexte provincial ou même régional, comme celui des provinces de l'Atlantique. Je ne suis pas nécessairement convaincu de l'utilité d'un front commun des provinces de l'Atlantique.»

CAL
Z 4
- A61

CAP

THE CONFERENCE OF
ATLANTIC PREMIERS

CPMA

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS
MINISTRES DE L'ATLANTIQUE

PRESS COMMUNIQUÉ

3rd SESSION

LOYALIST INN

SUMMERSIDE, P.E.I.

October 29, 1991

HIGHLIGHTS OF 3rd SESSION

- New Atlantic Procurement Agreement agreed by the four premiers. \$3 billion of public purchases affected
- Purchases by municipalities, universities, school boards and hospitals important to the proposed procurement agreement
- Local preference clauses on employment or purchases to be replaced by regional ones in government tender specifications
- Exemptions for metal culvert pipe, highway traffic paint and guardrails to be phased out

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

3^e SÉANCE

HÔTEL LOYALIST INN

SUMMERSIDE (ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD)

Le 29 octobre 1991

FAITS SAILLANTS DE LA 3^e SÉANCE

- Signature par les quatre premiers ministres d'une nouvelle entente des Maritimes sur les marchés publics. Cette entente porte sur des achats gouvernementaux de trois milliards de dollars.
- Les achats effectués par les municipalités, les universités, les conseils scolaires et les hôpitaux constituent un point important de l'entente proposée sur les marchés publics.
- Les clauses relatives au traitement préférentiel accordé pour l'embauche de travailleurs d'une province ou l'achat de matériel produit dans une province seront remplacées par des clauses favorisant l'ensemble des Maritimes, modifiant ainsi les cahiers des charges des gouvernements.
- Les exemptions relatives à la fourniture de tuyaux de ponceau métalliques, de peinture de marquage des routes et de garde-fous seront éliminées progressivement.

- Atlantic premiers will press for improvements in the equalization system of federal grants
- Les premiers ministres de l'Atlantique feront pression pour que des améliorations soient apportées au système de péréquation du gouvernement fédéral.
- Premiers meet with representatives of the Inuit Tapirisat of Canada
- Les premiers ministres ont rencontré les représentants du Inuit Tapirisat du Canada.
- Premiers also met with representatives of the Assembly of First Nations
- Les premiers ministres ont aussi rencontré les représentants de l'Assemblée des premières nations.
- Premiers and finance ministers discuss options to deal with fiscal challenges
- Les premiers ministres et les ministres des Finances ont examiné les options permettant de régler les problèmes fiscaux.

The 3rd session of the Conference of Atlantic Premiers was held at the Loyalist Inn in Summerside, P.E.I. on October 29, 1991. Premier Joe Ghiz chaired the session with his colleagues, Premier Frank McKenna of New Brunswick, Premier Clyde Wells of Newfoundland and Premier Don Cameron of Nova Scotia.

Following the session, two communiqués were issued, one on a new Atlantic government procurement system and on the national system of fiscal equalization. The four premiers had separate meetings with the Inuit Tapirisat of Canada and the Assembly of First Nations. Comments of the premiers at their press conference on those meetings follow the communiqués. Lastly, the premiers met with their finance ministers on the current fiscal situation in the region. Extracts from the press conference on that subject are included.

The 3rd session of the Conference was held at the same time as the 82nd session of the Council of Maritime Premiers. Communiqués released by the Council are consolidated in a separate document.

This was a continuation of the meeting of the same group in Halifax on October 23.

A New Atlantic Government Procurement Agreement

The four Atlantic Premiers have agreed in principle to expand the existing procurement agreement to include the Government of Newfoundland and Labrador, effective June 30, 1992.

"This is a strong symbol of growing economic cooperation between the four Atlantic provinces", noted host Premier Joe Ghiz.

This historic agreement will mean that about \$3 billion of government purchasing will fall under the terms of the procurement agreement. Taxpayers will save money and Atlantic business will have new economic opportunities.

La 3^e séance de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique s'est tenue le 29 octobre 1991 à l'auberge Loyalist, à Summerside (I.-P.-É.). Le premier ministre Joe Ghiz a présidé la séance, à laquelle assistaient les premiers ministres Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick, Clyde Wells, de Terre-Neuve, et Don Cameron de la Nouvelle-Écosse.

À l'issue de la séance, deux communiqués ont été publiés concernant une nouvelle entente sur les marchés publics pour la région de l'Atlantique et sur le programme national de péréquation. Les quatre premiers ministres ont tenu des réunions individuelles avec les représentants des Inuit Tapirisat du Canada et de l'Assemblée des premières nations. Les déclarations que les premiers ministres ont faites à la conférence de presse tenue sur ces réunions sont reprises à la fin des communiqués. Pour terminer, les premiers ministres et les ministres des Finances ont tenu une réunion sur la situation financière de la région. Des extraits de la conférence de presse qui a suivi sont également inclus.

La 3^e séance de la Conférence s'est tenue conjointement avec la 82^e séance du Conseil des Premiers ministres des Maritimes. Les communiqués publiés par le Conseil sont regroupés dans un document à part.

Cette réunion faisait suite à la réunion du même groupe tenue à Halifax le 23 octobre.

Une nouvelle entente sur les marchés publics de l'Atlantique

Les quatre premiers ministres des provinces de l'Atlantique ont conclu une entente de principe visant à inclure Terre-Neuve et le Labrador dans l'entente des Maritimes sur les marchés publics, et ce, à compter du 30 juin 1992.

«Il s'agit là d'un signe que les quatre provinces de l'Atlantique coopèrent de plus en plus entre elles sur le plan économique» a fait remarqué M. Joe Ghiz, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, province où a lieu la conférence.

Cette entente historique, qui porte sur des achats gouvernementaux totalisant quelque trois milliards de dollars, permettra aux contribuables de réaliser des économies, en plus d'offrir de nouveaux débouchés aux entreprises de la région.

In joining the agreement, Premier Wells noted a concern that the private sector in all provinces should, to the extent possible, face a level playing field with respect to taxation. This is a particular problem for Newfoundland because the geography and settlement pattern impose a high cost of providing public services, thus imposing a higher tax burden. The four Premiers will work together to achieve a recognition of this basic need through the equalization formula, thereby permitting some moderation of the relatively high tax levels in Newfoundland.

Municipalities, universities, school boards and hospitals purchase about \$1 billion in goods, services and construction. The Premiers agreed that these organizations should participate in the procurement agreement. This clause is of paramount importance to Newfoundland's participation in the agreement because this sector is already covered by the Newfoundland Public Tender Act. The Premiers are encouraged by early consultations with representatives of municipalities, universities, school boards and hospitals and expressed their hope agreement can be reached on including the groups by January 1992.

In another important development, the Premiers agreed that provincial government tender specifications will be changed so that local preference clauses which specify requirements for employment or purchasing be eliminated or replaced with regional preference clauses.

The Premiers also agreed to accelerate the date for removing exemptions for metal culvert pipe, highway traffic paint and guardrail from 1995 to June 30, 1992. Under the 1 1/2 year old procurement agreement, these three commodities were exempted until 1995 from rules requiring each province to allow firms from across the Maritimes to bid without local preference.

Lorsqu'il a annoncé la participation de sa province à l'entente, le premier ministre Clyde Wells a indiqué que les entreprises privées de toutes les provinces de l'Atlantique devraient, dans la mesure du possible, jouir du même taux d'imposition. Cette disposition revêt une importance particulière pour Terre-Neuve. En effet, comme les services publics qui y sont offerts coûtent plus chers que ceux fournis dans les autres provinces en raison de la répartition géographique de la population, le taux d'imposition prélevé à Terre-Neuve est plus élevé qu'ailleurs. Les quatre premiers ministres tenteront de résoudre ce problème à l'aide d'une formule de péréquation.

Les municipalités, les universités, les conseils scolaires et les hôpitaux dépensent environ 900 millions de dollars en biens, en services et en contrats d'immobilisations. Les premiers ministres s'entendent pour dire que ces organismes devraient participer à l'entente sur les marchés publics. Cette disposition est essentielle à la participation de Terre-Neuve, puisque le Newfoundland Public Tender Act (loi sur les soumissions publiques de Terre-Neuve) fait déjà mention de ces organismes. Les premiers ministres sont encouragés par les consultations antérieures qu'ils ont eues avec des représentants des municipalités, des universités, des conseils scolaires et des hôpitaux. Ils espèrent arriver à une entente concernant l'inclusion du groupe d'ici janvier 1992.

Autre fait important, les premiers ministres ont convenu de modifier les cahiers des charges, de sorte que les clauses relatives à un traitement préférentiel accordé pour l'embauche de travailleurs d'une province ou l'achat de matériel produit dans une province soient éliminées ou remplacées par des clauses favorisant l'ensemble des Maritimes.

Les premiers ministres se sont aussi mis d'accord pour que la date du retrait des exemptions pour la fourniture de tuyaux de ponceau métalliques, de peinture de marquage des routes et de garde-fous soit fixée au 30 juin 1992. En vertu de l'entente des Maritimes sur les marchés publics, signée il y a un an et demi, ces trois types de matériaux devaient être exemptés jusqu'en 1995 des dispositions qui contraignent les provinces à permettre aux fournisseurs de l'ensemble des Maritimes de participer aux appels d'offres, et ce, sans que soit accordé un traitement préférentiel aux entreprises d'une province.

The procurement agreement, adopted in 1989, requires the governments to tender goods over \$25,000, services over \$50,000 and construction over \$100,000 without provincial preference to companies located in the region.

The Equalization System

The four Atlantic Premiers agreed that they will be presenting a united front in upcoming negotiations on equalization with the federal government. The following actions were highlighted by the Premiers.

At present there is a ceiling on the annual growth of total equalization. The Premiers agreed that the ceiling should be removed as it is contrary to the constitutional principle of equalization and serves to widen fiscal disparities.

Equalization payments to provinces today are determined based on the fiscal capacity of each province, that is, the ability of each province to raise revenue at "reasonably comparable levels of taxation". The equalization system does not reflect the different costs of providing public services in the different regions of Canada. The Premiers wish to have this deficiency corrected in the revised equalization formula also.

The equalization system should not serve as a disincentive for the four provinces to become more self-sufficient. The almost dollar-for-dollar equalization loss associated with offshore oil and gas activities, for example, should not occur. It is in the national interest that efforts by the Atlantic provincial governments to improve their economies succeed.

En vertu de l'entente des Maritimes sur les marchés publics, adoptée en 1989, les gouvernements des trois provinces de la région doivent s'approvisionner par voie d'appels d'offres, sans accorder de traitement préférentiel aux entreprises de la région, lorsqu'il s'agit d'acquérir des biens pour une valeur dépassant 25 000 \$, ou des services pour plus de 50 000 \$. La même disposition s'applique aux contrats d'immobilisations de plus de 100 000 \$.

Le système de péréquation

Les quatre premiers ministres des provinces de l'Atlantique ont convenu de faire front commun à l'occasion des prochaines négociations fédérales-provinciales relatives aux paiements de péréquation. Les actions suivantes ont été soulevées par les premiers ministres.

Actuellement, le taux de croissance annuel des paiements de péréquation est soumis à un plafond. Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique s'accordent pour affirmer que ce plafond devrait être aboli, du fait qu'il est contraire au principe même de la péréquation inscrit dans la Constitution et qu'il contribue à accentuer les disparités en matière fiscale.

Les paiements de péréquation accordés actuellement aux provinces sont calculés selon leur potentiel fiscal, soit leur capacité à produire des recettes en établissant des taux d'imposition qui sont, dans la mesure du possible, comparables. Ces paiements ne tiennent pas compte du fait que les coûts engagés par les différents gouvernements provinciaux pour fournir des services publics varient selon les régions. Les premiers ministres voudraient corriger ce manquement dans la nouvelle formule.

Le système de péréquation ne devrait pas servir à démotiver les quatre provinces de l'Atlantique qui tentent de devenir plus autonomes. La perte presque dollar pour dollar en péréquation associée aux activités côtières en matière de pétrole et d'essence, par exemple, ne devrait pas se produire. En effet, il va de l'intérêt de toutes les provinces du Canada que les efforts déployés par les gouvernements des provinces de l'Atlantique en vue d'améliorer leur économie soient couronnés de succès.

Meetings with Aboriginal Leaders

In response to questions from the media, the premiers commented on their private meetings with the Assembly of First Nations and the Inuit Tapirisat of Canada.

The media asked the premiers whether they would attend a proposed meeting of the ten premiers and aboriginal leaders in 1992. The premiers responded to the question by saying that it was premature to decide on that and then added comments on their discussions with the AFN and the ITC.

Premier McKenna said, "I want to say how impressed I was with the dignity of the presentations, with the candor of the presentations and with the forcefulness of the presentations." "I think that all of us want to do some very serious contemplation of the issues that have been placed before us and not act precipitously but act deliberately and carefully and responsibly."

Premier Ghiz commented on the matter of self-government. "I support the principle of self-government. We are exploring the implications of the inherent right. We are looking at it from a positive point of view. I want to be able to have a full analysis of the implications of that right, discuss it with my cabinet and caucus colleagues and then reach a decision. Nobody asked us to reach a decision this afternoon."

Premier Wells added his views on the same matter. "Within the sovereignty of Canada, there should be self-government. Now if that is meant by inherent right to self-government, I agree with it. But it's not a separate nation on the international scene that we're dealing with."

Rencontres avec les chefs autochtones

À l'occasion d'une conférence de presse, les premiers ministres ont commenté leurs entretiens privés avec les représentants de l'Assemblée des premières nations et du Inuit Tapirisat du Canada.

Des représentants de la presse ont demandé aux premiers ministres de l'Atlantique s'ils comptaient participer à une conférence éventuelle réunissant les dix premiers ministres et les chefs autochtones, au cours de 1992. Les premiers ministres ont rétorqué qu'il était encore trop tôt pour prendre une décision à ce sujet, puis ont poursuivi avec d'autres commentaires sur leurs discussions avec les représentants de l'Assemblée des Premières nations et du Inuit Tapirisat du Canada.

Pour sa part, M. Frank McKenna a affirmé : «Je tiens à dire combien j'ai été impressionné par la dignité, la candeur et la vigueur dont ont fait preuve les chefs autochtones en livrant leurs exposés. Nous voulons maintenant tous réfléchir très sérieusement aux questions qui nous ont été soumises. Nous ne voulons pas agir avec précipitation; nous devons user de mesure, de sagesse et de sérieux.»

Par ailleurs, M. Joseph Ghiz, premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, a commenté de la façon suivante les revendications des autochtones en matière d'autonomie gouvernementale : «Je suis d'accord avec le principe de l'autonomie gouvernementale. Nous examinons actuellement les conséquences qui pourraient découler de la reconnaissance de ce droit inhérent. Nous envisageons cette question avec positivisme. Avant de prendre position, je préfère attendre une analyse complète des conséquences possibles de la reconnaissance de ce droit, puis en discuter avec mes collègues du cabinet et du caucus. Personne ne nous presse de prendre une décision cet après-midi.»

Quant à M. Clyde Wells, premier ministre de Terre-Neuve, il a abondé dans le même sens : «À l'intérieur d'un Canada souverain, l'autonomie gouvernementale devrait être possible. Si c'est cela qu'implique le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale, je suis d'accord. Toutefois, il ne s'agit pas pour nous de reconnaître sur la scène internationale l'existence d'une nation autochtone indépendante.»

"I was most impressed with their (the ITC) approach to it and their emphasis that what they're talking about is within the sovereignty of Canada and being part and parcel of it. But a special place for the aboriginal people that recognizes the different way of life, a different set of laws, a different cultural background. We should make provision for self-government within that context - not in the sense that it's delegated by the Government of Canada or delegated by the provinces but that it's recognized as we collectively build a constitution."

«J'ai été très impressionné par la façon dont les représentants du Inuit Tapirisat envisagent la question et par le fait qu'ils ont manifesté leur volonté de voir un éventuel gouvernement autochtone autonome faire partie intégrante d'un Canada souverain. Pour les autochtones, l'obtention d'un tel gouvernement constituerait la reconnaissance du mode de vie qui leur est propre, de leurs lois particulières et de leur bagage culturel distinct. En tenant compte de ces éléments, nous devrions prendre les dispositions nécessaires en vue d'accorder aux autochtones l'autonomie gouvernementale. Il ne faut pas seulement que ce droit à l'autonomie gouvernementale soit reconnue par les deux paliers de gouvernement, faut-il encore qu'il soit enchâssé dans la constitution que nous tentons collectivement de nous donner», a conclu M. Wells.

The Current Fiscal Situation

In response to questions, the premiers commented on this matter.

Premier Ghiz opened by saying, "The four Atlantic provinces are in a situation that we haven't seen in this region in at least 25 years. There is no question but that the four provinces have to take action and we want to act together. The message for the coming months and years is not one of increased spending. It's one of decreased spending. To the various groups and organizations and facilities that we fund, I think it's safe to say that the people should not be looking for increases. Zero is the order of the day, and perhaps less than zero."

He added that the premiers had asked their ministers of finance to look at "each and every area where we spend and raise money" and to report back within about a month on areas where the provinces can harmonize efforts to reduce expenditure and where they can avoid duplication. He also announced that the premiers would be contacting the Prime Minister for a meeting.

La situation financière actuelle

Invités par les représentants de la presse à commenter la situation financière actuelle, les premiers ministres de l'Atlantique y sont allés tour à tour de leurs commentaires.

Pour commencer, M. Ghiz a affirmé que : «Les quatre provinces de l'Atlantique se trouvent dans une situation sans précédent depuis au moins 25 ans. Il va de soi que les quatre provinces doivent prendre les mesures qui s'imposent, en se concertant. Pour les mois et les années à venir, le mot d'ordre que nous lançons ne porte pas sur la croissance des dépenses publiques, mais bien plutôt sur la diminution de celles-ci. Les divers organismes et services que nous finançons ne devraient donc pas s'attendre à recevoir une aide financière accrue. En fait, le taux de croissance zéro est l'objectif visé. Dans certains cas, il est peut-être même plus juste de parler de décroissance.»

M. Ghiz a ajouté que les premiers ministres de l'Atlantique ont demandé à leur ministre des Finances d'examiner la situation dans chacun des secteurs où leur gouvernement a le pouvoir de dépenser et de générer des recettes. Ainsi, dans un mois environ, les premiers ministres auront un meilleur aperçu de la situation, ce qui leur permettra de conjuguer leurs efforts de compressions budgétaires et de déterminer les secteurs où il serait possible d'éviter le double emploi. M. Ghiz a également annoncé qu'ils allaient communiquer avec M. Mulroney afin de lui demander un entretien.

Premier McKenna expanded on those remarks, "We want to meet with the Prime Minister to discuss important issues to this region, especially pertaining to finance. We hope to get the support of the Prime Minister that the funds that are aimed and allocated for this region will be spent in the most efficient and effective manner."

On the work of the finance ministers, he added, "We believe it's important to move decisively but also to move very carefully. We're not going to undertake measures which are so precipitous that they impact negatively and carelessly on our citizens. So we want to make sure that we think, that we consult, that we research and that we act."

To a question on the financial crunch moving the four provinces past cooperation toward integration, Premier McKenna said, "I don't think that we have to integrate to survive this crisis. But I do believe that we have to cooperate and integrate because it's in the best long-term interests of the people of Atlantic Canada. It will make government more efficient and it will make industry more efficient. That will create more jobs and more opportunity for our people and that is exactly the medicine that needs to be prescribed right now for Atlantic Canada."

Premier Cameron commented on the same question and elaborated on the process, "That's certainly part of the process. I think you understand though, that this is a major task and it's not something that we'll be able to finalize or reach agreement on in a week. It's just been a week since we met at the airport. And when we start looking at alternatives, it's very clear to us that we'll need the next month to make some final decisions."

Sur ce sujet, M. McKenna y est allé de ces commentaires : «Nous voulons rencontrer M. Mulroney afin de discuter avec lui de questions importantes pour notre région. En fait, il s'agit surtout de questions d'ordre financier. Nous espérons obtenir de M. Mulroney l'assurance que les fonds que le gouvernement fédéral destine à notre région seront utilisés de la façon la plus efficace possible.»

En ce qui a trait à la tâche qui attend les ministres des Finances, M. McKenna a affirmé : «Nous estimons qu'il est important de faire preuve de fermeté, tout en usant de beaucoup de prudence. Nous n'entendons pas prendre des mesures précipitées qui pourraient avoir des répercussions fâcheuses sur la population. Voilà pourquoi nous tenons à mûrir nos décisions, à entamer un processus de consultation, à chercher des solutions, pour enfin prendre les mesures qui s'imposent.»

À un journaliste qui lui demandait si la situation financière difficile que connaissent actuellement les provinces de l'Atlantique n'allait pas jouer en faveur d'une plus grande intégration économique de la région, M. McKenna a répondu comme suit : «Je ne crois pas que nous devions avoir recours à l'intégration régionale pour sortir de la crise actuelle. Si je crois en la coopération et en l'intégration des provinces de l'Atlantique en matière économique, c'est parce que j'estime qu'à long terme la population de la région y gagnera. L'intégration économique de la région permettra tant au secteur privé qu'au secteur public d'être plus efficaces, en plus de favoriser la création d'emplois et d'ouvrir de nouveaux horizons pour la population. En somme, dans l'immédiat, l'intégration économique s'avère précisément la solution dont ont besoin les provinces de l'Atlantique.»

Pour sa part, M. Donald Cameron, premier ministre de la Nouvelle-Écosse, s'est également prononcé sur la question, en élaborant davantage sur le processus d'une éventuelle harmonisation des compressions des dépenses à l'échelle de la région. «L'harmonisation des mesures visant à réduire les dépenses de nos gouvernements s'inscrit certainement dans le processus d'intégration économique déjà amorcé. Néanmoins, vous comprendrez que la concertation de nos efforts en la matière est une tâche de longue haleine. Il ne s'agit donc pas d'une question que l'on peut régler en une semaine. Il y a en effet une semaine maintenant que nous nous sommes rencontrés à l'aéroport. Nous avons commencé à envisager des solutions, mais il est très clair que nous ne pourrions pas rendre de décisions avant le mois prochain.»

He was asked to give examples of some of the areas being considered, and replied, "I think it would be unfair to alarm people in different organizations across our provinces that something is going to happen when in fact it might not. I think we should be more definite and tell people then the steps we'll take rather than alluding to some now that we're uncertain about."

Premier Wells commented on the same matter: "Newfoundland made a lot of these decisions in its last year of budget - made decisions perhaps more severely than the other three Atlantic provinces but we're all in essentially the same boat. We have to continue along the same lines to keep our costs under control. To the extent that we can help or we can do it more effectively by cooperating with the other Atlantic provinces...then its easier for us to do and it may also be beneficial to the other Atlantic provinces."

Invité à citer en exemple des secteurs qui pourraient faire l'objet d'une concertation entre les provinces au chapitre des compressions budgétaires, M. Cameron a rétorqué de la façon suivante : «Il ne serait pas correct de ma part de laisser entendre aux membres de certains organismes de la région qu'ils vont être touchés par nos compressions budgétaires, alors qu'en réalité aucune décision n'a encore été prise. J'estime qu'il est préférable d'attendre que nous convenions d'abord des mesures à prendre avant d'informer la population. Il faut se garder d'être inutilement alarmiste.»

Par ailleurs, M. Wells a également commenté la question. «Au cours du dernier exercice, le gouvernement de Terre-Neuve a adopté de nombreuses mesures afin de faire face à sa situation financière difficile. En fait, ces mesures étaient peut-être plus dures encore que celles prises dans les autres provinces de l'Atlantique mais, pour l'essentiel, nous partageons une même réalité. Pour limiter nos dépenses, nous devons poursuivre dans la même direction. Dans la mesure où notre expérience peut profiter à d'autres et où la coopération entre les provinces de l'Atlantique peut nous nous aider à mieux faire face aux compressions budgétaires, j'estime que la démarche que nous avons entreprise ensemble sera utile.»

CAI
Z4
- A61

CAP

THE CONFERENCE OF
ATLANTIC PREMIERS

CPMA

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS
MINISTRES DE L'ATLANTIQUE

PRESS COMMUNIQUÉ

7TH SESSION

INVERARY INN, BADDECK, N.S.

August 25, 1993

HIGHLIGHTS OF 7TH SESSION

- ▶ Agreement reached on air ambulance system
- ▶ Work to proceed on other health priorities:
 - Prescription drug programs;
 - Tertiary care services;
 - Common standards, definitions and list of insured health services.
- ▶ Moratorium on introducing new health services and fees without interprovincial consultation.
- ▶ Study underway of Atlantic public school core curriculum.
- ▶ Premiers to ask that Government of Canada become responsible for regulating the securities sector.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

7e SÉANCE

INVERARY INN, BADDECK, N.-É.

Le 25 août 1993

FAITS SAILLANTS DE LA 7^e SÉANCE

- ▶ Une entente a été conclue sur le système d'ambulances aériennes.
- ▶ Des travaux dans d'autres secteurs prioritaires de la santé seront entrepris :
 - programmes de médicaments sur ordonnance;
 - services de soins tertiaires;
 - définition et liste des services de santé assurés et établissement des normes s'y rapportant.
- ▶ Les premiers ministres ont imposé un moratoire sur la mise en place de nouveaux services de santé et de nouveaux tarifs sans consultation interprovinciale.
- ▶ Une étude est en cours sur un tronc commun des écoles publiques de l'Atlantique.
- ▶ Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique se sont entendus pour demander au gouvernement fédéral de se charger de la réglementation des valeurs mobilières.



The 7th session of the Conference of Atlantic Premiers was held at the Inverary Inn Resort, Baddeck, N.S. on August 25, 1993. Premier John Savage chaired the meeting, attended by Premier Frank McKenna of New Brunswick, Premier Clyde Wells of Newfoundland and Premier Catherine Callbeck of Prince Edward Island.

Three communiqués were issued and are repeated below:

- Cooperation on health programs;
- Cooperation in curriculum development;
- Securities.

The Council of Maritimes Premiers held its 87th session concurrently with the above meeting. No communiqués were issued by the Council.

Cooperation on Health Programs

A number of priority areas were identified by the Atlantic premiers for cooperation on health programs at their meeting with provincial health ministers in Baddeck, Nova Scotia.

Premiers McKenna, Wells, Savage and Callbeck announced that significant agreements have been reached on prescription drug programs; tertiary care services; a common list of insured health services; common standards and definitions; and establishment of a New Brunswick-Nova Scotia air ambulance system.

La septième réunion de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique a eu lieu le 25 août 1993 au Inverary Inn Resort, à Baddeck, en Nouvelle-Écosse. Le premier ministre John Savage a présidé la réunion, à laquelle assistaient les premiers ministres Fran McKenna, du Nouveau Brunswick, Clyde Wells, de Terre-Neuve, ainsi que Catherine Callbeck, de l'Île-du-Prince-Édouard.

À la suite de cette réunion, on a publié trois communiqués portant sur les questions suivantes :

- coopération en matière de programme de santé;
- coopération en ce qui a trait à l'élaboration des programmes scolaires;
- valeurs mobilières.

Dans le cadre de cette réunion se tenait la 87^e rencontre du Conseil des premiers ministres des Maritimes. Aucun communiqué n'a été publié par le Conseil.

Coopération en matière de programmes de santé

Lors de leur réunion avec les ministres provinciaux de la santé à Baddeck (Nouvelle-Écosse), les Premiers ministres de l'Atlantique ont déterminé que la coopération en matière de programmes de santé devait porter sur un certain nombre de secteurs prioritaires.

Les Premiers ministres McKenna, Wells, Savage et Callbeck ont annoncé que des accords importants ont été conclu au sujet de programmes de médicaments d'ordonnance, des services de soins tertiaires, d'une liste commune de services de santé assurés, des normes et des définitions communes, et de la mise en place d'un service d'ambulance aérienne par le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse.

An air ambulance system was announced jointly by the ministers of health from New Brunswick and Nova Scotia. The bilingual emergency inter-hospital transport system will use a turbo-prop fixed-wing aircraft leased exclusively for the air ambulance system. The system, staffed with specially-trained hospital personnel will be based in Halifax, with back-up emergency medical teams there and in New Brunswick. Central dispatch for the new aeromedical transport system will be located in Moncton and may be reached by calling a toll-free number when the interprovincial air ambulance program has become operational. It is anticipated that this new system will be in operation within the next four months. It was also agreed that the inclusion of Newfoundland was impractical from a geographic perspective. That province operates its own system.

The premiers reconfirmed their belief that organization of health services regionally is fundamental to preserving the overall quality of health care. "Cooperating regionally on health services is essential, and these initiatives are an important first step in that direction," said Premier Savage. "The decision on the joint air ambulance system represents an outstanding example of interprovincial cooperation," added Premier Savage.

The focus of drug program cooperation is on four key elements: an Atlantic prescription drug formulary, development of common prescribing guidelines, pricing issues and joint tendering. The premiers believe that the continued financial viability of prescription drug programs will be preserved only if efforts between the Atlantic provinces are concentrated on promoting appropriate utilization and prescribing practices.

Les ministres de la Santé du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse ont annoncé conjointement la mise en place d'un système d'ambulance aérienne. Le service de transport bilingue entre hôpitaux utilisera un aéronef turbo à hélice et à voilure fixe qui sera loué uniquement à cette fin. Ce service comptera du personnel hospitalier qui aura reçu une formation spécialisée et il opérera à partir d'Halifax. Ses efforts seront complétés par des équipes médicales d'urgence à Halifax et au Nouveau-Brunswick. Le centre de contrôle aérien du nouveau système de transport aéromédical sera situé à Moncton. Lorsque le programme interprovincial d'ambulance aérienne sera établi, on pourra le rejoindre en composant un numéro sans frais d'interurbain. Il est prévu que le nouveau service sera en place d'ici quatre mois. Il a également été entendu qu'il n'était pas pratique, pour des raisons géographiques, d'étendre le système à Terre-Neuve. Cette province en a déjà un qui lui est propre.

Les Premiers ministres ont réaffirmé leur conviction que l'organisation des services de santé dans la région est indispensable pour préserver la qualité globale des soins de santé. «La coopération régionale dans le secteur des services de santé, a déclaré le Premier ministre Savage, est essentielle et ces interventions sont le premier pas important dans cette voie.» Il a ajouté : «Cette décision relative au service conjoint d'ambulance aérienne est une illustration remarquable de la coopération interprovinciale».

La coopération touchant le programme de médicaments sera essentiellement axée sur quatre éléments fondamentaux : un formulaire de médicaments d'ordonnance de l'Atlantique, l'élaboration de lignes directrices communes pour les prescriptions, l'établissement des prix, et les appels d'offres conjoints. Les Premiers ministres croient que la viabilité financière constante du programme de médicaments d'ordonnance sera obligatoirement tributaire d'efforts des provinces de l'Atlantique visant essentiellement à mettre en valeur une utilisation et des modalités de prescription convenables.

The premiers indicated that regional cooperative arrangements for tertiary care services and expensive technology will also be developed. Programs and services which are currently provided exclusively by one province, as well as those which are currently being obtained from outside the Atlantic region, will be analyzed to determine potential for greater cooperation and coordination. Possible initiatives identified by the premiers to be included in this joint health care planning for the region are: youth and adolescent mental health treatment; adolescent substance abuse treatment; and acute-care addiction treatment.

The Atlantic premiers agreed that common definitions and standards will be developed to facilitate the appropriate planning of health care services and facilities for the region. These definitions and standards will apply to hospital beds, physician resources and program funding.

The development of a common list of insured health services will harmonize, to the greatest extent possible and feasible, those services that are presently insured benefits to residents of the Atlantic provinces.

The premiers agreed that new services and fees would not be introduced in the region without prior consultation between the Atlantic provinces.

The Atlantic premiers gave a green light to their health ministers to move forward immediately on the initiatives identified. The premiers directed the ministers to report back at their next meeting, tentatively scheduled for November 1993.

Les Premiers ministres ont laissé entendre que des accords de coopération régionale seront également conclus à l'égard des services de soins tertiaires et des techniques onéreuses. Les programmes et les services qui, à l'heure actuelle, sont offerts exclusivement par l'une ou l'autre province ou qu'il faut aller chercher à l'extérieur de la région de l'Atlantique feront l'objet d'une analyse afin de cerner les possibilités de coopération et de coordination accrues. Les éléments qui, de l'avis des Premiers ministres, seraient susceptibles d'être incorporés à cet exercice de planification conjointe des soins de santé pour la région sont les suivants : les soins de santé mentale destinés aux jeunes et aux adolescents, les soins aux adolescents toxicomanes, et les soins actifs aux joueurs invétérés.

Les Premiers ministres de l'Atlantique ont convenu d'élaborer des définitions et des normes communes pour faciliter une planification convenable des services et des installations de soins de santé dans la région. Ces définitions et ces normes seront valables pour les lits d'hôpitaux, les effectifs de médecins et le financement de programmes.

La production d'une liste commune de services de santé assurés uniformisera, autant que possible et souhaitable, les services assurés dont bénéficient en ce moment les résidents des provinces de l'Atlantique.

Les Premiers ministres ont convenu que des consultations devront avoir lieu entre les provinces de l'Atlantique avant que de nouveaux services ou de nouveaux tarifs ne soient établis dans la région.

Les Premiers ministres de l'Atlantique ont donné à leurs ministres de la Santé respectifs le feu vert pour prendre immédiatement des mesures qui iront dans le sens de ces décisions. Les Premiers ministres ont en outre chargé les ministres de faire rapport à leur prochaine réunion fixée provisoirement au mois de novembre 1993.

Cooperation in Curriculum Development

The concept of working toward a common public school core curriculum was endorsed by the Atlantic premiers today in Baddeck. The premiers directed their departments of education "to examine the merits, practicalities, and financial and educational impacts of a regional curriculum". The new curriculum will recognize the distinctiveness of the francophone education system in New Brunswick and the need for francophone education in the other Atlantic provinces.

The examination will be based on the following principles:

- an emphasis on a core curriculum, but with sufficient flexibility to accommodate significant differences among the provinces;
- full consideration be given to the unique needs of the francophone populations;
- curriculum based on specified outcomes and standards which are common for all three provinces;
- outcomes will describe in observable terms what students need to know, and be willing and able to do (knowledge, skills, attitudes);
- assessment standards and instruments which measure student and system performance against specified outcomes;
- curriculum which challenges all students to learn and succeed.

Coopération en matière de création de programmes

Les Premiers ministres de l'Atlantique sont convenus aujourd'hui à Baddeck de chercher à adopter un programme scolaire commun. Ils ont ordonné à leurs ministères de l'éducation «d'étudier de manière approfondie le mérite, le caractère pratique ainsi que les répercussions financières et éducatives d'un programme régional». Le nouveau programme reconnaîtra le caractère distinct du système francophone du Nouveau-Brunswick et la nécessité d'un enseignement en français dans les autres provinces de l'Atlantique.

L'examen sera fondé sur les principes suivants :

- l'accent sera mis sur un tronc commun, assorti d'une marge de manoeuvre suffisante pour tenir compte des différences significatives entre provinces;
- on tiendra pleinement compte des besoins uniques des populations francophones;
- des programmes fondés sur des résultats et des normes précis et communs aux quatre provinces;
- les résultats décriront en termes mesurables ce que les étudiants ont besoin de savoir, ce qu'ils sont prêts à accomplir et ce qu'ils sont capables de faire (connaissances, aptitudes, attitudes);
- des normes et des instruments qui évalueront le rendement des étudiants et du système par rapport à des attentes précises;
- un programme qui encourage tous les étudiants à apprendre et à réussir.

The premiers agree that unified action will make possible improvements in quality which would not be possible if the four provinces were to continue to act independently.

The ministers of education will report back to the premiers in December 1993.

Securities

The Atlantic premiers today in Baddeck discussed securities regulation.

The premiers agreed that a national body to ensure enforcement would be desirable in this sector and agreed to support the transfer of securities responsibility to the Government of Canada. The securities industry is national in scope and should be managed by the Federal Government. The premiers will be raising the subject with the other Canadian premiers and the Prime Minister.

Les Premiers ministres conviennent qu'un effort concerté permettra d'améliorer la qualité, ce qui serait impossible sans une coopération des quatre provinces.

Les ministres de l'éducation présenteront un rapport aux Premiers ministres en décembre 1993.

Les valeurs mobilières

Les Premiers ministres de l'Atlantique ont discuté aujourd'hui à Baddeck de la question des valeurs mobilières.

Il ont convenu qu'il serait souhaitable qu'un organisme national soit chargé de veiller au respect des dispositions de loi à cet égard et de se prononcer en faveur du transfert, au gouvernement fédéral, de la responsabilité à l'égard des valeurs mobilières. L'industrie des valeurs mobilières a un rayonnement national elle devrait relever du gouvernement fédéral. Les Premiers ministres de l'Atlantique traiteront de ce point avec les autres Premiers ministres provinciaux et avec la Première ministre du Canada.

01-1
Z4
- A61

CAP

THE CONFERENCE OF
ATLANTIC PREMIERS

CPMA

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS
MINISTRES DE L'ATLANTIQUE

Conférence
Date

PRESS COMMUNIQUE

8th SESSION

ALBATROSS HOTEL

GANDER, NEWFOUNDLAND

November 19, 1993

HIGHLIGHTS OF 8th SESSION

- Premiers to meet region's bankers
- Good progress reported on health initiatives
- Premiers support federal policy to stop unregulated foreign overfishing off Atlantic coast
- Agreement signed on cooperation in emergencies
- Accelerated national highways' infrastructure program urged

COMMUNIQUE DE PRESSE

8e SÉANCE

HÔTEL ALBATROSS

GANDER (TERRE-NEUVE)

Le 19 novembre 1993

FAITS SAILLANTS DE LA 8^e SÉANCE

- Les premiers ministres décident qu'ils rencontreront les banquiers de la région
- Des progrès appréciables sont réalisés quant à la coopération dans le domaine de la santé
- Les premiers ministres de l'Atlantique appuient la politique fédérale sur l'arrêt de la surpêche étrangère non réglementée au large de la côte Atlantique
- Les premiers ministres concluent une entente sur la coopération en matière de services d'urgence
- Les premiers ministres reconnaissent l'urgence de mettre en oeuvre le programme national d'infrastructure routière

The 8th session of the Conference of Atlantic Premiers was held at the Albatross Hotel, Gander, Newfoundland on November 19, 1993. Premier Clyde Wells chaired the meeting, attended by Premier Frank McKenna of New Brunswick, Premier John Savage of Nova Scotia and Premier Catherine Callbeck of Prince Edward Island.

The session was held in conjunction with the 88th session of the Council of Maritime Premiers. Communiqués from the CMP meeting are under separate cover.

The following communiqués were issued by the Conference:

1. Atlantic Emergency Measures Agreement
2. Cooperation on Health Programs
3. Foreign Overfishing/Custodial Management
4. National Highways Infrastructure Program

At the press conference following the session, the premiers announced that they will ask the leading bankers in Atlantic Canada to meet with them to discuss bank credit to business. Extracts from discussion of that matter follow the communiqués.

Atlantic Emergency Measures Agreement

The Atlantic premiers, meeting today in Gander, Newfoundland, signified their agreement to assist one another in times of emergency by signing an Agreement on Cooperation in Emergencies.

La huitième réunion de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique a eu lieu le 19 novembre 1993 à l'Hôtel Albatross, à Gander (Terre-Neuve). Le premier ministre Clyde Wells ~~a présidé la réunion, à laquelle assistaient~~ les premiers ministres Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick, John Savage, de la Nouvelle-Écosse, et Catherine Callbeck, de l'Île-du-Prince-Édouard.

Cette réunion se déroulait parallèlement à la 88^e rencontre du Conseil des premiers ministres des Maritimes (CPMM). Vous trouverez sous pli séparé les communiqués publiés à l'occasion de la rencontre du CPMM.

Les communiqués suivants ont été publiés à l'occasion de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique :

1. L'Accord de coopération pour les situations d'urgence de l'Atlantique
2. Coopération en matière des programmes de santé
3. Surpêche étrangère et gestion de la garde des eaux
4. Programme national d'infrastructure routière

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion, les premiers ministres ont annoncé qu'ils demanderont aux banquiers du Canada atlantique de les rencontrer afin de discuter de l'octroi de crédit aux entreprises. Vous trouverez, à la suite des communiqués, des extraits tirés des discussions ayant eu lieu à ce sujet.

L'Accord de coopération pour les situations d'urgence de l'Atlantique

Les premiers ministres des Provinces atlantiques, qui se sont rencontrés aujourd'hui à Gander, à Terre-Neuve, ont souligné leur désir de s'entraider en cas d'urgence en signant l'Accord de coopération pour les situations d'urgence.

This Agreement expands to an Atlantic-wide basis the similar February 1991 Maritime Agreement.

In the Agreement, the premiers recognize that the possibility of physical emergencies, such as forest fires and oil spills, calls for communication and coordination among the Emergency Measures Organizations in the four provinces, and make provision for the provinces to assist one another in times of emergency.

Cooperation on Health Programs

At the Atlantic Premiers Conference in Baddeck in August of this year, the provincial ministers of health agreed that several areas of cooperation and collaboration would be pursued in an effort to ensure a high quality of health care while controlling costs.

Initiatives have been developed by officials in all four provinces since that time. Further recommendations have also been adopted by the Atlantic premiers.

Progress has been made, and discussions will continue, toward achieving a common list of insured physician services that are covered by Medicare in the four Atlantic provinces. In the meantime, no new services will be added before they are reviewed and approved by the provinces.

The four provinces will develop a coordinated approach to their prescription drug programs, through an Atlantic Prescription Drug Formulary. This will give governments the ability to control escalating costs and thus maintain programs to provide necessary drugs.

By January 1994, ministers of health will agree on a list of drugs considered to be interchangeable: that is, drugs that can be used in place of another as long as they have a similar effect.

L'ancien accord du même nom signé en février 1991 par les Provinces maritimes comprend ~~donc maintenant toutes les Provinces~~ atlantiques.

Par cette entente, les premiers ministres admettent que des cataclysmes (feux de forêt, déversements de pétrole, etc.) puissent se produire et prévoient quelles organisations de mesures d'urgence des quatre provinces communiqueront ensemble et collaboreront lorsqu'une telle situation se produira.

Coopération en matière des programmes de santé

Lors de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique qui a eu lieu à Baddeck au mois d'août dernier, les ministres de la santé ont convenu d'établir des liens de coopération dans plusieurs secteurs afin d'assurer la qualité des services de santé tout en contrôlant les coûts de ces services.

À cette fin, des responsables des quatre provinces ont élaboré des projets et les premiers ministres de l'Atlantique ont adopté des recommandations additionnelles.

Les provinces désirent dresser ensemble une liste de services médicaux assurés par les programmes d'assurance-maladie des quatre gouvernements. Les travaux avancent et les discussions se poursuivent. Pendant ce temps, aucun nouveau service assuré ne sera ajouté avant d'avoir été étudié et approuvé par les provinces.

Les provinces de l'Atlantique adopteront une approche concertée face à leurs programmes de médicaments sur ordonnance en utilisant un formulaire commun qui leur donnera les moyens de contrôler l'escalade des coûts et de conserver les programmes qui facilitent l'accès aux médicaments.

D'ici janvier 1994, les ministres de la santé approuveront l'adoption d'une liste de médicaments considérés interchangeables (médicament qui peut être prescrit à la place d'un autre tout en ayant les mêmes effets).

By April 1994, the provinces will develop a common list of drugs covered by provincial drug plans, and a joint process for adding new drugs to that list. In consultation with provincial medical societies, these efforts could result in common prescribing guidelines for doctors in the Atlantic provinces.

A pilot project for joint tendering of 50 drugs common to the four provinces' prescription drug programs will be implemented by July 1994. If this results in significant savings, the list could be expanded.

The provinces are also working toward a common regional approach to physician resource management.

Several other initiatives are ongoing and will be reported at the next premiers' conference.

Progress continues on establishing the air ambulance service announced earlier this year by New Brunswick and Nova Scotia. Training for medical crews who will be part of the service is to begin soon. A revised request for proposals for the aircraft has been issued. The air ambulance service is expected to be in operation by March 1994.

D'ici avril 1994, les provinces feront l'ébauche d'une liste de médicaments couverts par les régimes de médicaments sur ordonnance des quatre provinces et établiront un processus commun permettant d'ajouter de nouveaux médicaments à cette liste. Cette démarche pourrait préparer le terrain à une consultation avec les sociétés médicales des provinces dans le but d'uniformiser les directives de prescription des médicaments observées par les médecins de l'Atlantique.

On prévoit la mise en marche, en juillet 1994, d'un projet-pilote visant à regrouper les appels d'offre pour 50 médicaments figurant dans les régimes de médicaments des quatre provinces. Si le projet-pilote permet de réaliser des économies appréciables, la liste pourra être allongée.

Les provinces visent également à en arriver à une approche commune en matière de gestion du personnel médical.

Les provinces ont entrepris plusieurs autres projets de collaboration dont elles traiteront au cours de la prochaine conférence des premiers ministres.

Plus tôt cette année, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse avaient annoncé leur intention de créer un service d'ambulances aériennes. On travaille toujours à ce projet. D'ailleurs, la formation des équipes médicales employées pour ce service débutera bientôt. Une demande de proposition modifiée pour l'achat d'un aéronef a déjà été publiée. On prévoit que le service d'ambulances aériennes sera offert à partir de mars 1994.

Foreign Overfishing/Custodial Management

The Premiers of Newfoundland, Nova Scotia, New Brunswick and Prince Edward Island expressed their full support for the policy of the new federal government to bring to an end unregulated foreign overfishing on the nose and tail of the Grand Banks and on the Flemish Cap. Canada should at first advise the fishing nations of the world of its new policy and seek to put in place an effective international management regime. In the interim, until such a regime is in place, there should be a moratorium on fishing in these areas.

It is hoped this approach will be acceptable to the international community. However, if by mid-winter there is no acceptance of this approach, Canada as the contiguous coastal state will have to put in place a custodial management regime for this area. Under custodial management, foreign nations would not be excluded from the area, but Canada would set and enforce the management regime, on behalf of the international community.

National Highways Infrastructure Program

The Atlantic premiers agreed today that the immediate initiation of an accelerated National Highways Infrastructure Program is a critical element in stimulating the immediate creation of employment and economic growth in Canada. "A National Highways Infrastructure Program, as previously recommended by the ministers of transport after four years of careful study, is absolutely essential to improving the safety and efficiency of our national transportation system", the premiers indicated.

Surpêche étrangère et gestion de la garde des eaux

Les premiers ministres de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard ont indiqué qu'ils appuyaient pleinement la politique du nouveau gouvernement fédéral visant à mettre fin à la surpêche étrangère non règlementée aux extrémités des Grands Bancs de Terre-Neuve ainsi qu'au Bonnet Flamand. Le gouvernement fédéral devrait en premier lieu informer les autres pays pêcheurs de cette nouvelle politique. Il devrait par la suite chercher à mettre en place un régime efficace de gestion internationale. Un moratoire sur la pêche dans ces eaux devrait être imposé jusqu'à ce qu'un tel régime soit mis en place.

On espère que les communautés internationales accepteront cette nouvelle mesure. Si elles ne l'ont pas acceptée vers le milieu de l'hiver, le gouvernement canadien, en tant qu'état côtier voisin, mettra en oeuvre un régime de gestion de la garde des eaux de cette région. Ce régime n'empêcherait pas les pays étrangers de pêcher dans ces eaux. Cependant, le gouvernement canadien établirait et ferait exécuter le régime de gestion au nom de toutes les communautés internationales.

Programme national d'infrastructure routière

Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique se sont entendus aujourd'hui pour dire que la mise en oeuvre d'un programme national d'infrastructure routière accéléré est essentielle à la création immédiate d'emplois et à la croissance économique du Canada. Un tel programme, qui a été recommandé précédemment par les ministres des transports après quatre années d'étude approfondie, est absolument nécessaire à l'amélioration de la sécurité et de l'efficacité de notre système de transport national, ont-ils indiqué.

While recognizing that the recently announced federal national Infrastructure Program will address certain important infrastructure concerns the premiers stressed that the Highway Infrastructure issue is particularly in need of immediate attention.

The premiers indicated that with the background work already in place and widespread agreement already reached on the work to be done, the need for a National Highways Infrastructure Program must now be addressed on an urgent basis.

Meeting with Region's Bankers

The premiers announced at the press conference that they will be asking for a meeting next month with the regional vice-presidents of the largest Canadian banks. Premier Wells said, "We (the four premiers) are very concerned about the credit restrictions that commercial banks are placing on businesses in Atlantic Canada."

Premier McKenna added that the region's entrepreneurs are having difficulty accessing funds for their activities. The meeting with the bankers is to ask for more flexibility in order to have growth and more employment.

Bien qu'ils reconnaissent que le programme national d'infrastructure annoncé récemment par le gouvernement fédéral répond à certaines de leurs préoccupations majeures concernant l'infrastructure, les premiers ministres ont précisé que la question de l'infrastructure routière en particulier nécessitait une attention immédiate.

Les premiers ministres ont ajouté que, maintenant que les travaux de fond sont terminés et qu'on en est arrivé à une entente générale sur les travaux à effectuer, la question de l'élaboration d'un programme national d'infrastructure routière devrait être examinée le plus tôt possible.

Rencontre avec les banquiers de la région

Les premiers ministres ont annoncé en conférence de presse qu'ils demanderont aux vice-présidents régionaux des plus importantes banques canadiennes de les rencontrer, le mois prochain. Le premier ministre Clyde Wells a déclaré : « nous (les quatre premiers ministres) sommes grandement préoccupés par les restrictions en matière de crédit imposées aux entreprises du Canada atlantique par les banques commerciales. »

Le premier ministre Frank McKenna a ajouté que les entrepreneurs de la région ont de la difficulté à obtenir des fonds pour leurs activités. La rencontre avec les banquiers est organisée dans le but de leur demander de faire preuve de plus de souplesse afin de favoriser la croissance économique et la création d'emplois.

CAP

THE CONFERENCE OF
ATLANTIC PREMIERS

CPMA

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS
MINISTRES DE L'ATLANTIQUE

CA1

Z4

- A61

PRESS COMMUNIQUÉ

10th Session
Park Place Ramada Renaissance Hotel
Dartmouth, Nova Scotia

April 14, 1994

HIGHLIGHTS OF 10TH SESSION

- Atlantic governments to develop common grade 12 educational outcomes and educational performance indicators
- Maritime governments commit to common regional curriculum from grades 1 to 12 for each linguistic group
- Maritime Provinces Education Foundation will continue to be vehicle for regional curriculum initiatives
- Newfoundland may become full party on regional curriculum initiative in 1995
- Premiers and six senior Atlantic bankers meet. Agree to:
 - Study establishing an Atlantic Venture Capital Fund

COMMUNIQUÉ

10^e SÉANCE
Hôtel Park Place Ramada Renaissance
Darmouth (Nouvelle-Écosse)

Le 14 avril 1994

FAITS SAILLANTS DE LA 10^e SÉANCE

- Les gouvernements des provinces de l'Atlantique élaboreront des objectifs et des indicateurs de rendement scolaire communs pour la 12^e année
- Les gouvernements des Maritimes s'engagent à adopter un programme d'études commun pour les élèves de la 1^{re} à la 12^e année de chacun des deux groupes linguistiques des Maritimes
- La Fondation d'éducation des Provinces maritimes demeurera responsable des initiatives ayant trait au programme d'études commun
- Terre-Neuve pourra, en 1995, participer pleinement aux projets portant sur le programme d'études commun
- Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique et six représentants des principaux établissements bancaires de l'Atlantique se rencontrent. Ils conviennent :
 - d'étudier la possibilité de créer un fonds de capital de risque pour l'Atlantique



- Cooperate to develop knowledge-based industries
- Improve communications to ensure responsiveness to needs of small businesses
- Consider common approaches to regulation of financial sector
- Premiers wish to start negotiating new Economic and Regional Development (ERDA) master agreements
- de coopérer en vue de favoriser le développement des industries axées sur les connaissances
- d'améliorer les communications afin d'assurer une plus grande réceptivité aux besoins des petites entreprises
- d'envisager une approche commune à la règlementation du secteur financier
- Les premiers ministres souhaitent commencer à négocier de nouvelles entente cadres de développement économique et régional

CAP

THE CONFERENCE OF ATLANTIC PREMIERS

The 10th session of the Conference of Atlantic Premiers was held at the Park Place Ramada Renaissance Hotel, Dartmouth, Nova Scotia on April 14, 1994. Premier John Savage chaired the meeting, attended by Premier Frank McKenna of New Brunswick, Premier Clyde Wells of Newfoundland and Premier Catherine Callbeck of Prince Edward Island.

The session was held in conjunction with the 90th session of the Council of Maritime Premiers.

The following communiqués were issued by the Conference:

1. Cooperation in Key Curriculum Areas
2. Meeting of Atlantic Premiers and Bankers
3. Federal-Atlantic ERDA Agreement

Cooperation in Key Curriculum Areas

At their meeting today in Dartmouth, Premiers McKenna, Wells, Savage and Callbeck met with their ministers of education to discuss recommendations contained in the Atlantic education ministers' report on the merits of a public school curriculum for the region.

The Maritime premiers committed to the development of a common curriculum, grades 1-12, for each linguistic group, in mathematics, language arts, sciences and second language programs.

Work on developing common curriculum has already begun through the Maritime Provinces Education Foundation. Provincial and regional consultation with teachers' associations, school boards, and other stakeholders groups will be ongoing throughout this process.

CPMA

LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DE L'ATLANTIQUE

La dixième réunion de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique a eu lieu le 14 avril 1994 à l'Hôtel Park Place Ramada Renaissance, à Dartmouth (Nouvelle-Écosse). Le premier ministre John Savage a présidé la réunion, à laquelle assistaient les premiers ministres Frank McKenna, du Nouveau-Brunswick, Clyde Wells, de la Terre-Neuve, et Catherine Callbeck, de l'Île-du-Prince-Édouard.

Cette réunion se déroulait parallèlement à la 90^e rencontre du Conseil des premiers ministres des Maritimes (CPMM).

Les communiqués suivants ont été publiés à l'occasion de la Conférence des premiers ministres de l'Atlantique :

1. Des programmes d'études communs pour les provinces Maritimes
2. Rencontre des premiers ministres des provinces de l'Atlantique et des représentants des établissements bancaires
3. Discussions en vue d'une entente post-EDER

Des programmes d'études communs pour les provinces Maritimes

Au cours de leur rencontre d'aujourd'hui à Dartmouth, les premiers ministres McKenna, Wells, Savage et Callbeck ont discuté avec leurs ministres de l'éducation des recommandations du rapport des ministres de l'éducation de l'Atlantique, dans lequel figurent les avantages d'un programme d'études commun aux écoles de la région.

Les premiers ministres des Provinces maritimes se sont engagés à élaborer un programme d'études commun aux trois provinces en mathématiques, en langues, en sciences et en langue seconde pour les élèves de la première à la douzième année de chacun des deux groupes linguistiques.

La Fondation d'éducation des provinces Maritimes a déjà commencé à élaborer des programmes d'études communs. Les associations d'enseignants, les conseils scolaires et d'autres groupes d'intérêt seront consultés régulièrement à l'échelle provinciale et régionale au cours de la réalisation de ces projets.

Newfoundland is committed philosophically to a regional curriculum. However, education reforms presently under consideration have to progress further before there can be total participation by Newfoundland. "We are already working closely with our Maritime friends on major education initiatives and will continue to do so," stated Premier Wells.

What students are expected to know and be able to do at the end of high school should not differ from one part of the region to another. However, "the specific characteristics and needs of Francophones and different provincial situations will be recognized," said Premier McKenna.

The Atlantic premiers agreed to develop common outcomes for high school graduates. "We believe that this is the first time in Canada that a group of provinces have made such an agreement and supported it with a commitment to common curriculum and achievement assessment programs," said Premier Savage. The Atlantic premiers also agreed to the development and reporting of common performance indicators on student achievement and system performance.

"This is a very powerful step forward which has potential to benefit greatly all the youth of our region," stated Premier Callbeck.

The report of the Atlantic ministers on public school curriculum will be released shortly. The executive summary of it is attached.

Terre-Neuve est d'accord avec l'idée d'un programme d'études commun aux Provinces atlantiques. Toutefois, le projet de réforme du système d'éducation de cette province devra en être à un stade plus avancé avant que celle-ci puisse s'engager à part entière dans l'initiative des Provinces maritimes. «Nous entretenons déjà une relation de travail étroite avec nos partenaires des Maritimes à l'égard d'importantes initiatives dans le domaine de l'éducation et nous comptons poursuivre notre collaboration avec eux», a déclaré le premier ministre Clyde Wells.

Les exigences à l'égard des connaissances et des habiletés des diplômés du secondaire devraient être uniformes dans toutes les Provinces maritimes. Cependant, «nous prendrons en considération les caractéristiques spécifiques et les besoins des francophones ainsi que les particularités provinciales», a déclaré le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Frank McKenna.

Les premiers ministres de l'Atlantique se sont entendus pour établir des critères communs concernant le rendement scolaire des finissants des écoles secondaires. «C'est la première fois que des provinces canadiennes concluent une telle entente et s'engagent en plus à la renforcer au moyen d'un programme d'études commun et de programmes d'évaluation du rendement scolaire», a déclaré le premier ministre Savage. Les premiers ministres de l'Atlantique ont également décidé d'élaborer et d'utiliser des indicateurs de rendement scolaire communs pour évaluer le rendement des élèves et l'efficacité du système scolaire.

La première ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Catherine Callbeck, a déclaré : «Il s'agit là d'un grand pas effectué dans la bonne direction qui pourrait être avantageux pour les jeunes de notre région».

Le rapport des ministres de l'Atlantique sur le programme d'études des écoles publiques sera publié sous peu. Vous trouverez ci-joint un résumé de ce rapport.

Executive Summary to the Ministers of
Education Common Core Curriculum Report

The Atlantic provinces' departments of education are committed to the improvement of the quality of education provided in our provinces and believe that regional cooperation can substantially contribute to the realization of that objective. The achievements of the Maritime Provinces Education Foundation demonstrate the validity and the potential of a formal cooperative mechanism.

Our examination of the merits of a regional public school core curriculum has led us to conclude there are substantial benefits to be realized. Shared resources, both human and financial, increase the quality and efficiency of the curriculum development process. In order to maximize the potential benefits we endorse and recommend the following.

- The Atlantic provinces formally commit to the adoption of common grade 12 educational outcomes and the development and reporting of common educational performance indicators to measure achievement and system performance.
- The Maritime provinces formally commit to the adoption of a common core curriculum, grades 1-12, for each linguistic group, in mathematics, language arts and the sciences through an extension of the current MPEF model. The primary characteristics of this model would be:
 - i) adoption of a Maritime agreement which confirms the provinces' intention to adopt the regional core curriculum (1-12) based on common outcomes and using common assessment strategies; and
 - ii) development of a 'lead province' strategy for curriculum development which will result in more effective and efficient use of human resource allocations at the provincial and regional levels while still respecting provincial interests and departmental flexibility.

Résumé aux ministres de l'éducation concernant le rapport
portant sur le programme d'études commun

Les ministères de l'éducation de l'Atlantique se sont engagés à améliorer la qualité de l'enseignement fourni dans leur province et croient que la coopération régionale facilitera grandement l'atteinte de cet objectif. Les réalisations de la Fondation d'éducation des provinces Maritimes illustrent bien la validité et le potentiel d'une telle démarche.

L'examen d'un programme d'études commun pour le système scolaire public a permis de conclure que l'harmonisation présentait d'énormes avantages. Le partage des ressources, tant humaines que financières, permettra d'améliorer la qualité et l'efficacité des programmes. Afin de maximiser les bienfaits potentiels d'une telle collaboration, nous recommandons ce qui suit :

- Que les provinces de l'Atlantique s'engagent à adopter des critères communs concernant le rendement scolaire des finissants des écoles secondaires de l'Atlantique, ainsi qu'à élaborer et à utiliser des indicateurs de rendement scolaire communs pour l'évaluation du rendement et de l'efficacité du système scolaire.
- Que les Provinces maritimes s'engagent à adopter un programme d'études commun en mathématiques, en langues et en sciences, fondé sur le modèle actuel de la FEPM, pour les élèves de la 1^{re} à la 12^e année de chacun des deux groupes linguistiques des Maritimes. Les principales caractéristiques d'un tel programme type seraient les suivantes :
 - i) l'adoption d'une entente à l'échelle des Maritimes confirmant l'intention des provinces d'adopter un programme d'études commun pour les élèves de la 1^{re} à la 12^e année fondé sur des critères communs concernant le rendement scolaire, ainsi que des indicateurs communs d'évaluation du rendement scolaire;
 - ii) l'établissement d'une stratégie de « province chef de file » en vue de l'élaboration des programmes, qui se solderait par une utilisation plus efficace des ressources humaines à l'échelle provinciale et régionale tout en respectant les besoins particuliers des provinces et en tenant compte de la souplesse des ministères.

The provinces formally commit to adoption of common time frames for implementation on a regional basis, while matters related to piloting would remain within provincial discretion.

Newfoundland is committed philosophically to the development of an Atlantic common core curriculum. Formal collaboration with the MPEF is not currently feasible and will be reassessed in 1995. Until this time, Newfoundland will continue to link with the MPEF on a project-by-project basis.

The proposals put forward today will require our political attention and commitment in order to meet the intended goals. The establishment of consultation with educational stakeholders will be an immediate priority and ongoing consultative mechanisms must be established.

Meeting of Atlantic Premiers and Bankers

The Atlantic premiers met with the regional senior vice-presidents of six of Canada's major banks to discuss job creation, economic development and business financing in Atlantic Canada. Representing the bankers were Jack Keith, Bank of Nova Scotia; Clay Coveyduck, Royal Bank of Canada; Simon Kouwenhoven, Bank of Montreal; Jeff Somerville, Toronto Dominion Bank; Philippe DesRosiers, National Bank of Canada; and Craig Burrows, Canadian Imperial Bank of Commerce.

The objective of the meeting was to identify ways to increase job creation through small business growth. Discussion topics included:

- innovative approaches to business financing;
- responsiveness to small business needs; and
- closer cooperation between governments and the banks in delivering services to business in Atlantic Canada.

Que les provinces s'engagent à adopter des délais communs pour la mise sur pied des programmes à l'échelle régionale, tout en laissant les projets pilotes à la discrétion des provinces.

Terre-Neuve est d'accord avec l'idée d'un programme d'études commun aux provinces de l'Atlantique. Il lui est toutefois impossible pour l'instant de collaborer avec la FEPM, mais on réévaluera la situation en 1995. Jusque là, Terre-Neuve continuera de faire appel à la FEPM selon ses besoins.

Les recommandations présentées aujourd'hui requerront une attention toute particulière si nous désirons atteindre les objectifs fixés. L'établissement d'un processus consultatif avec les représentants du domaine de l'éducation sera une de nos priorités immédiates. Il faudra donc mettre sur pied un mécanisme de consultation permanent.

Rencontre des premiers ministres des provinces de l'Atlantique et des représentants des établissements bancaires

Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique ont rencontré les vice-présidents directeurs régionaux de six importants établissements bancaires du Canada afin de discuter de création d'emplois, de développement économique et de financement des entreprises au Canada atlantique. Parmi les représentants des banquiers, on retrouvait Jack Keith, de la Banque de Nouvelle-Écosse; Clay Coveyduck, de la Banque Royale du Canada; Simon Kouwenhoven, de la Banque de Montréal; Jeff Somerville, de la Banque Toronto Dominion; Philippe DesRosiers, de la Banque Nationale du Canada ainsi que Craig Burrows, de la Banque Canadienne Impériale de Commerce.

L'objectif de cette rencontre était de cerner des façons d'améliorer la création d'emplois en favorisant la croissance des petites entreprises. Parmi les sujets abordés mentionnons :

- des approches innovatrices quant au financement,
- aux façons de mieux répondre aux besoins particuliers des petites entreprises,
- à l'intensification de la collaboration entre gouvernements et établissements bancaires pour améliorer les services d'affaires au Canada atlantique.

Some specific initiatives agreed upon were:

1. Atlantic Venture Capital Fund - A working group including governments and the banks is being formed to explore options concerning a possible public/private partnership to establish an Atlantic Venture Capital Fund. The working group will report by the next premiers' meeting.
2. Financing Business in the New Economy - Governments and the banks will cooperate on ways to improve the financing of knowledge-based businesses. For example, the banks are introducing a development program for loan officers in Atlantic Canada concerning the financing of knowledge-based firms and have agreed to make this program available to program officers in government who work with small business.
3. Responsiveness to Small Business Needs - Each province will review with the banks existing mechanisms in place with governments to ensure responsiveness to small business needs both for start-ups and existing businesses.
4. Government Regulation in the Financial Community - The initiative of the Atlantic premiers for a national approach to securities regulation was commended and endorsed by the bankers. As a means to improve the investment climate, common approaches to financial regulation in the Atlantic region will be examined and suggestions brought forward for the premiers' consideration. This will include a possible Atlantic approach to personal property security.

Les participants à la rencontre se sont entendus sur les points suivants :

1. Création d'un fonds de capital-risque de l'Atlantique - Un groupe de travail, formé de représentants des gouvernements et des banques, a été mis sur pied afin d'explorer la possibilité de créer un partenariat entre les secteurs privé et public en vue de l'établissement d'un fonds de capital-risque pour les provinces de l'Atlantique. Le groupe de travail doit présenter son rapport au cours de la prochaine réunion du Conseil.
2. Financement d'entreprises dans une nouvelle économie - Les gouvernements et les établissements bancaires chercheront à améliorer le financement des entreprises basées sur la connaissance. Les banques ont décidé d'instaurer un programme de perfectionnement pour les préposés aux prêts de la région de l'Atlantique afin de les aider à mieux traiter avec les propriétaires d'entreprises basées sur la connaissance. Les banques ont également accepté de fournir ce type de formation aux employés du gouvernement qui s'occupent des petites entreprises.
3. Réponse aux besoins des petites entreprises - Chaque province examinera avec les établissements bancaires les mécanismes gouvernementaux en place afin d'assurer une plus grande réceptivité aux besoins particuliers des petites entreprises, qu'elles soient nouvelles ou déjà existantes.
4. Réglementation gouvernementale dans la communauté financière - L'initiative prise par les premiers ministres en vue d'uniformiser, à l'échelle nationale, les règlements en matière de valeurs mobilières a été louée et approuvée par les représentants des banques. Afin d'encourager les investissements, on examinera la réglementation du secteur financier en vigueur dans la région de l'Atlantique. Des recommandations seront ensuite faites aux premiers ministres. Il est alors possible qu'on recommande d'adopter une seule politique en matière de sûretés mobilières pour toutes les provinces de l'Atlantique.

5. Sensitivity to Regional Circumstances - To improve communication and cooperation between governments and the financial community in the region, it was agreed to have regular regional meetings at the senior officials' level. The Atlantic premiers will monitor progress on the above items and meet with senior Atlantic vice-presidents on an as-needed basis.

Federal-Atlantic ERDA Agreement

With the expiry of the ten-year umbrella Economic and Regional Development Agreement (ERDA) on March 31, 1994, the premiers of New Brunswick, Newfoundland, Nova Scotia and Prince Edward Island call on the federal government to commence discussions as soon as possible towards a successor umbrella agreement to facilitate orderly federal-provincial cooperation in regional development.

Meeting in Dartmouth, Nova Scotia, the Atlantic premiers noted that an important consideration in developing a successor agreement is the new GATT code on subsidies. The premiers look forward to working with Hon. David Dingwall, the federal minister responsible for the Atlantic Canada Opportunities Agency (the ACOA minister) in the coming months to establish a regional development framework, pursuant to the new GATT Agreement. The premiers acknowledged that the GATT subsidies code will be an important element in developing a successor agreement to the recently expired ERDA agreement.

5. Reconnaissance des particularités régionales - Afin d'améliorer la communication et la collaboration entre les gouvernements et la communauté financière de la région de l'Atlantique, on a convenu de tenir régulièrement des rencontres entre hauts fonctionnaires et cadres supérieurs des banques. Les premiers ministres des provinces de l'Atlantique surveilleront les progrès réalisés dans ce domaine et rencontreront, au besoin, les vice-présidents directeurs des provinces de l'Atlantique.

Discussions en vue d'une entente post-EDER

Le 31 mars 1994 prenait fin l'Entente de développement économique et régional (EDER), un accord-cadre conclu il y a dix ans entre le gouvernement fédéral et les provinces de l'Atlantique. Les premiers ministres du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard font part au gouvernement fédéral de leur désir d'entamer dès que possible des discussions en vue de conclure une nouvelle entente-cadre pour faciliter la collaboration fédérale-provinciale en matière de développement régional.

Au cours de leur rencontre à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse, les premiers ministres de l'Atlantique ont fait remarquer que le nouveau code des subventions du GATT influera grandement sur la conclusion d'une entente post-EDER. Au cours des prochains mois, les premiers ministres travailleront avec l'hon. David Dingwall, le ministre fédéral responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (ministre de l'APECA), à l'établissement d'un plan de développement régional conforme aux nouveaux accords du GATT. Les premiers ministres reconnaissent que le code des subventions du GATT constituera un facteur important dans l'ébauche de l'accord qui succédera à l'Entente de développement économique et régional échue en mars.

